

NOU[S]VELLES



© Shutterstock

DOSSIER
LE BLUES DE LA PANDÉMIE (3-5)

SECONDE MAIN
ATTENTION : TOURBILLON ! (8)

(ÉDITO) LA CRÉATIVITÉ EN TEMPS DE CRISE

C'est une réalité nuancée que donne à voir cette édition des « Nouvelles ». L'impact de la pandémie sur la santé mentale et la situation sociale de la population est préoccupant. Mais la crise est aussi une occasion de renouvellement, comme le souligne Sofia Guaraguara (lire son interview en p. 3).

Au cœur de ce dossier, nous avons donné la parole à Fernanda, une participante de longue date de l'Atelier Galiffe. Elle témoigne de sa traversée de la crise, avec l'aide de ce centre de jour et de ses ressources propres. Actif depuis plus de 30 ans, Galiffe a dû se réinventer pour poursuivre sa mission. Au-delà des contraintes

sanitaires, il s'agit de maintenir le lien, qui est la raison d'être de ce lieu qui accueille des personnes qui, par leur isolement, sont particulièrement fragiles. La crise nous a obligés à renoncer à l'essentiel : l'accès libre, en dehors de toute contrainte et pression. Les usagers en ont souffert, tout en faisant preuve d'adaptabilité.

L'actualité se montre aussi sous un jour contrasté. Alors que la crise sanitaire semble reculer, la crise économique et sociale ne cessera certainement pas de grossir. Parties pour courir un sprint, les équipes du CSP se retrouvent à faire un marathon. Nous sommes inquiets après une année d'engagement sans faille, qui a nécessité

de penser et d'agir autrement. En même temps, nous avons vu notre travail de plaidoyer porter ses fruits et nous comptons sur notre rôle de vigie sociale pour promouvoir l'innovation et la concertation au niveau du canton.

Au moment d'écrire ces lignes, nous sommes également partagés entre notre préoccupation face à la hausse de la précarité à Genève, et la joie d'annoncer l'ouverture au public, le 28 août prochain, de notre nouvelle brocante à l'espace Tourbillon.

Nous arrivons ainsi au terme de quatre ans de travaux et de réflexion collective, dont l'aboutissement sont l'invention d'une nouvelle

brocante et le début d'une aventure inédite entre neuf entreprises sociales. Plus qu'un nouveau lieu de vente, nous voulons offrir au public un lieu de socialisation et d'économie circulaire. Avec nos partenaires présents sur le site, nous allons aussi renforcer notre dispositif d'insertion professionnelle afin que les personnes accompagnées bénéficient de parcours d'acquisition de compétences diversifiés et complets.

Nous vous savons engagés et solidaires à nos côtés. Merci pour vos soutiens qui nous encouragent et nous montrent que la voie suivie est la bonne.

Alain Bolle

(CRI DE LA RÉDACTION) CRISE COVID : QUE NOUS RÉSERVE APRÈS-DEMAIN ?

Si certains indicateurs annoncent une tendance à la reprise, d'autres mettent en évidence les effets à long terme de la crise. Il est temps d'investir dans l'emploi et la cohésion sociale pour soutenir les plus fragiles d'entre nous.

Le nombre de nouveaux dossiers ouverts entre le 1^{er} janvier et le 15 avril 2021 par le Service social du CSP était identique au nombre total de nouveaux dossiers ouverts en 2020. Alors que certains parlent de sortie de crise, il convient de nuancer les signes de reprise, mesurés en termes de baisse du chômage et d'indicateurs économiques. Ces derniers sont notamment contrebalancés par la hausse du nombre de personnes à l'aide sociale.

ENDETTEMENT DE LA CLASSE MOYENNE INFÉRIEURE

La crise Covid a mis en évidence d'autres indicateurs de disparités : inégalités face à l'emploi, fracture numérique, accès au logement, à la nourriture, aux prestations sociales, entre autres. On le sait, certains secteurs économiques sont très fortement impactés, comme l'hôtellerie-restauration, l'événementiel, la culture, etc. Au-delà de la crise sanitaire, les impacts sociaux et économiques risquent de durer.

La faitière Dettes conseils Suisse (DCS), dont le CSP est membre, constatait en 2020 une hausse de l'endettement de 11 % des ménages dont le revenu était inférieur à 4000 CHF et de 6 % des ménages dont le revenu se situe entre 4000 et 6000 CHF. Ces ménages doivent s'endetter pour couvrir leurs dépenses courantes. Cette situation touche en particulier les personnes qui sont arrivées au chômage (25 %), les travailleurs indépendants (13 %), les salariés qui sont au chômage partiel (11 %) et qui ont emprunté. Tout comme les autres membres de DCS, le CSP est déjà confronté à une augmentation des demandes d'aide pour dettes. Et il faut savoir qu'il peut y avoir jusqu'à cinq ans de décalage entre la crise vécue par les personnes et leur sollicitation auprès d'un service spécialisé.

Le canton peut se féliciter de la solidarité de la population, de l'action du secteur associatif et des deux lois mises en œuvre par l'État (accordant 12 millions de francs à six

associations pour venir en aide aux personnes et 15 millions pour l'indemnisation pour perte de revenus liée aux mesures de lutte contre le Covid au printemps 2020).

Reste un besoin criant de concertation et de vision à moyen et long termes. Des solutions pour la relance économique, la lutte contre le chômage et la précarité, doivent être travaillées ensemble. Les associations demandent que les acteurs de l'État se coordonnent pour articuler les réponses à donner sur le moyen et le long termes. Elles recommandent également que partenaires sociaux et associatifs se concertent pour développer un plan d'action débouchant sur des mesures effectives.

La sortie de la crise passera par de profonds changements d'habitudes et notre capacité d'innovation. Il faut imaginer la création d'emplois dans les secteurs des services à la personne, de l'écologie de transition et de l'économie circulaire. Penser de nouveaux

plans de formation performants, en favorisant notamment les reconversions et requalifications en amont du chômage, pendant le chômage ou l'aide sociale.

Penser une politique publique dynamique d'investissements orientée vers les secteurs en devenir (tant technologiques qu'environnementaux), permettant aux entreprises de se développer et de créer des emplois plus rapidement. Disposer enfin d'une politique sociale renforcée, qui passe par un soutien au logement, aux bourses d'études, à la formation, à la culture, aux loisirs et aux sports.

Sans une relance écologique et solidaire de notre société, cette crise impactera durablement une partie importante de la population et, par conséquent, la cohésion sociale de notre canton.

Alain Bolle

[DOSSIER]

« LA CRISE DÉVOILE CE QUI ÉTAIT DÉJÀ PRÉSENT »

Sofia Guaraguara propose chaque semaine une permanence de soutien au Bureau d'information sociale (BIS). Elle évoque avec finesse les effets psychiques de la pandémie sur la population et les personnes précarisées en particulier.

Sofia Guaraguara, de manière générale, quel est l'impact de la pandémie sur la santé mentale ?

Lorsqu'on a commencé à parler du coronavirus, on ne pensait que cela arriverait ici. La crise est survenue très rapidement. L'incertitude a été généralisée. Il a fallu du temps pour réaliser et donner du sens à ce qu'il se passait. Des sentiments contradictoires ont surgi : d'un côté, nous voyions les gens applaudir le personnel hospitalier tous les soirs ; de l'autre, des locataires refusaient que leur voisine infirmière continue d'habiter leur immeuble. La population a été confrontée à un « choix forcé », selon l'expression de Lacan que déploie Marie-Hélène Brousse : réduire les liens sociaux était le prix à payer pour préserver la vie. C'est paradoxalement ce qui nous permet d'avancer. À partir de là, chacun réagit selon sa subjectivité propre : peur, angoisse ou déni. Il s'agit d'une période de remise en question et d'ouverture. C'est aussi cela, la crise.

Le Swiss Corona Stress Study a mené une étude auprès de 11 000 personnes (fr.coronastress.ch). En décembre 2020, la proportion présentant des symptômes de dépression grave atteignait 18 %, alors qu'elle était de 3 % avant la pandémie. Quelle part revient aux restrictions sanitaires elles-mêmes ?

Avant tout, il faut manier le mot « dépression » avec prudence. On a tendance à généraliser. François Ansermet parle d'un « effet de loupe » : il y a une sorte de magnification de la souffrance. Les problèmes sociaux ou familiaux qui étaient déjà là ont été accentués par la crise et les mesures sanitaires. Les deux sont liées. En Suisse, les autorités ont choisi de responsabiliser la population. Cela convient à certaines personnes, tandis que d'autres ont le sentiment qu'on n'en fait pas assez.

C'est très variable.

En exacerbant les inégalités, est-ce que la crise exacerbe les souffrances ?

Oui, mais encore une fois, elle dévoile ce qui était déjà présent. En situation de crise, les personnes se rencontrent dans une urgence subjective. Le mal-être qui était jusque-là intériorisé trouve une opportunité de s'exprimer. La souffrance devient aiguë et la crise sociétale devient une crise personnelle.

Dans son enquête menée lors du premier semi-confinement auprès de bénéficiaires des Colis du cœur, le prof. Jean-Michel Bonvin note que plus de 80 % expriment un mal-être psychique. Une année plus tard, faites-vous le même constat ?

La détresse sociale et l'inquiétude continuent de provoquer de l'angoisse. Cela dit, quelque chose a changé. On ne s'attendait pas à ce que la crise dure si longtemps. Les médias parlent de plus en plus de santé mentale et de l'accès aux soins psychiques. Les gens ont moins de réserve à consulter.

Quelles observations faites-vous dans le cadre des entretiens que vous menez au BIS (voir encadré, p. 7) ?

C'est une démarche novatrice qui a été mise en place au BIS. Je trouve cela très important. Je reçois entre 4 et 6 personnes par semaine, en coordination avec les assistants sociaux. Il s'agit d'une rencontre unique, lors de laquelle j'écoute leur souffrance. Certaines évoquent leur angoisse d'avoir perdu leur travail ou de ne pas en retrouver, d'autres parlent de leur isolement. Elles expriment souvent un sentiment d'impuissance, de chute sociale et de honte d'être passées de l'indépendance à une situation de dépendance. J'essaie de débou-



© AGPsy

« Les personnes se rencontrent dans une urgence subjective. »

quer des situations, de les sortir d'une impasse subjective et de les orienter vers d'autres structures. L'accès aux soins psychiques est primordial.

Les profils sont très variables. Par exemple, des familles monoparentales qui travaillent, mais n'ont pas assez de revenus pour finir le mois. Leurs difficultés existaient avant la crise. Mais avec cette urgence subjective dont j'ai parlé, elles ne parviennent plus à retenir leur désarroi. Avant, elles tenaient. À présent, ça sort. Ce sont donc des personnes qui font l'effort de demander un soutien et qui ne le faisaient pas avant.

Pour les personnes sans papiers, l'angoisse de ne pas pouvoir rentrer est encore plus aiguë en période de pandémie. Elles ont peur pour leurs proches, certaines doivent faire un deuil à distance. S'ajoute à cela une souffrance administrative : sans permis, c'est comme si elles n'avaient symboliquement pas d'existence. Elles demandent à être

entendues, mais ne connaissent pas les structures. Et sans assurance maladie, elles ne peuvent pas consulter. Je les oriente vers les associations.

**Propos recueillis par
Carine Fluckiger**

(+) L'INVITÉE

Sofia Guaraguara est psychologue, psychothérapeute FSP et psychanalyste. Spécialisée dans les traumatismes, notamment liés à l'exil, elle est responsable de la Commission migration contemporaine de l'Association genevoise des psychologues (AGPsy). Elle a dirigé l'étude « *Exils, regards psychanalytiques* », issue de cinq conférences données entre 2013 et 2016 à Genève.

[DOSSIER] QUAND L'ISOLEMENT SOCIAL EST GÉNÉRALISÉ

Pour les personnes souffrant de troubles psychiques, quel est l'impact de la crise sanitaire sur leur santé mentale? Le regard de l'équipe de l'Atelier Galiffe du CSP, qui accueille des personnes rencontrant des difficultés sociales.

À Galiffe, îlot de bienveillance niché dans un jardin, chacun s'affaire à son rythme et sans contraintes, extrait des contingences bruyantes du monde. Chacun peut y exister avec ses turpitudes intérieures, sans craindre le regard des autres.

Sur la feuille d'une machine à écrire, L. dépose ses mots. On y peint, on y tresse avec habileté des fibres de rotin qui se transformeront en corbeille. On y crochète, on y coud avec application, on y échange des savoir-faire. On apprend. On y partage parfois un délicieux goûter, qu'une participante a apporté. Assis sur un banc, G. fume une cigarette, tandis que O. et P. jardinent. Près de 170 personnes fréquentent Galiffe par année.

400 APPELS PASSÉS

« Ici, précise Denis Schneuwly, animateur à Galiffe, l'apport essentiel est la possibilité d'y mener une existence sociale et de tisser du lien. » Lors du premier confinement, durant lequel l'atelier a dû fermer pendant deux mois, l'équipe, soucieuse du bien-être

psychique de ses usagers, a mis en place une permanence téléphonique. Au 7 mai, près de 400 appels avaient été passés. Un courrier a également été envoyé pour dispenser des informations pratiques, mais aussi pour soutenir les personnes dans une période alors particulièrement anxiogène, en les exhortant à donner des nouvelles.

« Les personnes dont nous avons des retours pâtissaient de la fermeture de Galiffe, qui impactait leur qualité de vie », poursuit Denis. « Mais elles se sont finalement adaptées à cet isolement social généralisé. Certes, les profils anxieux s'inquiétaient de contracter la maladie. Mais les usagers de Galiffe sont coutumiers du repli sur soi et disposaient déjà d'outils pour s'adapter à une telle situation. C'est comme si leur réalité intérieure s'était étendue au monde entier. Le confinement les avait ainsi mis sur le même plan de normalité, sans effet de stigmatisation, que plusieurs milliards d'êtres humains confinés. »

DISPARUS DES RADARS

Aucune décompensation n'a été rapportée à la connaissance de l'équipe. Il est à rappeler cependant que chaque participant est libre de fréquenter l'atelier et que les professionnels de Galiffe n'ont pas accès à leur dossier médical. « Des usagers de Galiffe ont disparu des radars, sans qu'il soit possible de savoir ce qu'ils sont devenus », commente Caroline Lacombe, une autre animatrice de l'atelier. « Ce que nous craignons, précise encore Amy Peck, membre de l'équipe, c'est que les personnes, dont la plupart vivent seules ou en foyer, se replient entièrement sur elles-mêmes et perdent tout centre d'intérêt et toute énergie pour se mobiliser, ce qui est un facteur aggravant de leur pathologie. »

La plupart des usager-e-s de Galiffe ont traversé le confinement en trouvant des postures intérieures adéquates. Pour eux comme pour le reste de la population, l'adaptation est une dimension essentielle. Cette période a aussi permis à l'équipe de réorganiser l'atelier

pour créer des coins-alcôves pour les activités et permettre ainsi une application des mesures barrières.

Un des moments compliqués pour l'équipe a été d'avoir à contrôler l'accès lors de la réouverture de l'atelier à la mi-mai 2020. Le système d'inscription était mal vécu par certains participants, qui se sentaient rejetés, alors que l'anticipation dans l'organisation du quotidien est une démarche difficile pour ces personnes.

UN BESOIN RÉEL

La fermeture de lieux ambulatoires dans le champ de la psychiatrie sociale ou leur limitation est un facteur aggravant de rechutes, note encore Denis Schneuwly. Pour ces personnes, l'atelier ne relève pas d'un choix accessoire, il est vital et participe à leur équilibre psychique. Depuis mai 2020, les visites à Galiffe d'infirmiers psychiatriques avec leurs patients se multiplient : le signe de leur intérêt et d'un réel besoin de telles structures.

Astrid Maury



L'équipe de Galiffe (de gauche à droite): Amy Peck, Caroline Lacombe et Denis Schneuwly.



© Astrid Maury

[TEMOIGNAGE] « LES CONTACTS HUMAINS ME MANQUAIENT »

Contrairement à d'autres usagers de Galiffe, Fernanda a plutôt bien vécu la première vague pandémique. Elle confie ici la manière dont elle vit la crise et les ressources qu'elle mobilise.

Fernanda est une habituée de l'Atelier Galiffe, qu'elle fréquente depuis quatre ans. Élégante, arborant une fleur dans ses cheveux, elle relate d'une voix chaleureuse des épisodes difficiles. Cette mère de famille de 52 ans d'origine portugaise, qui souffre d'une bipolarité de type II*, a appris à gérer sa maladie.

Que représente pour vous l'Atelier Galiffe ?

J'y viens un à deux après-midis par semaine. J'aime beaucoup la convivialité du lieu, Je m'y suis fait des amies. Je peux y exprimer ma créativité. J'ai du plaisir à faire de la couture, du crochet, du tissage et de la pyrogravure. J'ai besoin de m'occuper l'esprit et d'être toujours en mouvement. Faire des choses me détourne de ma peur de me retrouver face à moi-même.

Comment avez-vous traversé la crise sanitaire ?

Plutôt bien à vrai dire. Peu avant le

premier confinement, j'étais au Portugal auprès de ma famille. Je suis rentrée précipitamment pour ne pas m'y retrouver confinée. Je vis à Genève dans un deux-pièces. Les trois premières semaines étaient agréables. Je redécouvrais la ville loin de l'agitation quotidienne. J'aime beaucoup marcher. Je ne me rappelle pas avoir eu peur. Je traversais alors une phase d'hypomanie. Je ne tenais pas en place. Après c'était plus difficile, car mes journées étaient longues. Je ne dormais presque plus. En septembre, je suis partie aux Açores. C'est à mon retour que je suis entrée en dépression sévère.

Liez-vous votre rechute au deuxième confinement ?

Non. Je ne fais pas le lien avec la crise pandémique. Pour moi, ma dépression était liée au changement de saison. J'associe l'automne à la mort. J'ai fait plusieurs tentatives de suicide à cette saison et j'y ai aussi perdu ma sœur. C'est

une période de l'année chargée négativement pour moi.

Quelles ressources avez-vous mobilisées pour surmonter l'anxiété ?

J'ai passé beaucoup d'appels pour garder le lien avec les gens que j'aime. J'ai continué à faire du sport. Et quand cela était possible, avec le déconfinement progressif, j'invitais de temps en temps une personne à manger à la maison. Je pratique aussi la méditation et j'ai appris à mieux gérer le stress.

En ambulatoire, la pandémie a également imposé un changement abrupt de pratique avec la télé-médecine ? Quel a été l'impact sur votre suivi médical ?

Les consultations médicales par téléphone ont été renforcées. J'ai pu par la suite être suivie en présentiel par mon infirmier psychiatrique une fois par semaine. Je participe à un programme de rétablissement, qui m'aide à me remettre en question. Même si ce n'est pas une forme

idéale, les groupes de parole ont pu se faire par visioconférence. J'ai pu ensuite reprendre en présentiel en groupe restreint.

Comment avez-vous vécu la fermeture de Galiffe ?

J'ai continué à faire des activités ludiques à la maison. Je ressentais un peu de tristesse car les contacts humains me manquaient. J'ai pour habitude d'échanger beaucoup avec les personnes de l'atelier.

Propos recueillis par
Astrid Maury

* Le trouble bipolaire de type II est défini comme l'association d'au moins un épisode dépressif majeur et d'un épisode hypomaniaque. Le sujet hypomaniaque manifeste le plus souvent une énergie débordante, avec un besoin moindre de repos et de sommeil.



© Shutterstock

Photo fictive

(L'AIDE DU CSP) « ON ESPÈRE UN JOUR SORTIR DE CETTE CRISE »

Le Covid-19 a frappé Marie et sa famille, alors qu'elles vivaient déjà dans la précarité avant la pandémie. Le CSP a pu leur apporter une aide financière d'urgence.

Marie* est une femme menue qui sourit par-dessus ses traits tirés. Ce petit bout de femme fait face courageusement et avec philosophie. Son mari ne retrouve pas du travail dans le contexte de crise actuelle. « Avant, il arrivait à trouver des postes en intérim dans le bâtiment. Il sait tout faire, mais il n'a pas de diplôme. »

Avec trois enfants de 2, 9 et 10 ans, la famille dépend du seul revenu de Marie, qui travaille à 80 % comme assistante en soins et santé communautaire dans un EMS. « On trouve facilement du travail dans le domaine de la santé. Mais aujourd'hui, avec le Covid, les EMS ont beaucoup de places vacantes et j'ai peur qu'ils licencient du personnel. »

Marie s'est adressée une première fois au CSP en 2019 pour une facture qui a fait l'objet de poursuites et dans l'espoir de trouver un logement moins cher. À l'époque, l'assistante sociale qui l'a accueillie

a pu l'aider, tout en lui conseillant de s'adresser à l'Hospice général. « Mais je n'ai pas voulu. Il y a des gens qui ont plus besoin d'aide que moi. Je préfère souffrir un peu à la fin du mois. Et je craignais qu'une demande à l'Hospice pose problème pour l'obtention de mon permis C. »

VIVRE DANS LA PEUR

La peur est un mot qui revient souvent dans la bouche de Marie. Celle de perdre son travail, celle de toucher seulement 80 % de son salaire si elle tombe malade, celle que la voiture tombe en panne... « Je vis dans la peur. Je ne peux pas respirer tranquillement. Je n'en parle pas à mon mari pour ne pas le culpabiliser. Si j'étais toute seule, ça irait. Mais il y a les enfants. »

L'évocation de ses enfants lui fait monter les larmes aux yeux : « Tu donnes tout de toi à 100 %. Mais quand les enfants demandent, on n'a rien à leur donner. Je ne veux pas les gêner. Mais je me sens cou-

pable de ne pas pouvoir leur faire plaisir. La vie passe vite, un jour ils partiront. Et je n'aurai pas pu leur offrir ce qu'ils souhaitaient. »

« Je vois arriver les fins de mois avec angoisse. Il ne nous reste souvent que 50 francs à la fin du mois. Nous ne faisons pas de sortie au restaurant, au cinéma... Nous nous l'interdisons et je dois l'expliquer aux enfants. On ne demanderait pas cela tous les jours. Mais on est encore jeunes, on y pense quelques fois. »

EN ISOLEMENT

En février dernier, les craintes de Marie sont devenues réalité : toute la famille a été testée positive au Covid et elle n'a touché que des indemnités perte de gains à hauteur de 80 % de son salaire. « C'est en travaillant le week-end et le soir que j'arrive un peu à arrondir les fins de mois. Là, ce n'était pas possible. Et nous avons toutes ces factures médicales à payer. Je me

suis sentie très mal. Je me demandais combien de temps cela allait durer et je pleurais souvent. Je n'ai pas l'habitude de rester inoccupée et je voulais retourner au travail. »

Marie s'est alors adressée à son assistante sociale au CSP pour trouver une solution. Grâce aux fonds d'urgence Covid et à la loi sur les indemnités votée en décembre dernier, le CSP a pu l'aider à payer son loyer et ses frais médicaux.

Aujourd'hui, Marie a pu augmenter son temps de travail à 90 % et la famille a récemment trouvé un logement moins cher. « C'est un soulagement pour moi. C'est fatigant et je ne me repose pas assez. Mais les enfants se sentent mieux. Nous commençons une nouvelle vie, j'ai l'espoir que cela ira de mieux en mieux. J'espère pouvoir un jour faire un don au CSP pour vous remercier ! »

Carine Fluckiger

* Prénom fictif

(SERVICE) COVID-19 ET NON-RECOURS

En créant de l'exclusion, la Loi sur les étrangers aggrave l'impact social de la pandémie. Des personnes régularisées, dans l'attente du renouvellement de leur permis, peinent à retrouver du travail et évitent de recourir aux prestations sociales.

On le sait, les bouleversements liés à la pandémie ont eu des conséquences particulièrement graves pour les personnes les plus précaires. C'est évidemment vrai pour les personnes sans statut légal qui ont perdu leur travail. Mais c'est malheureusement également le cas pour les personnes qui ont été régularisées à travers l'opération Papyrus.

DEMANDER DE L'AIDE OU UN PERMIS

Nombreuses sont les personnes, en effet, qui ont perdu un ou plusieurs emplois et pour lesquelles l'aide sociale reste inaccessible malgré leur nouveau statut, faute d'information précise et, surtout, en raison d'une très forte crainte qu'un dossier à l'Hospice général soit rédhibitoire pour le renouvellement de leur permis de séjour. Or, en évitant de recourir à l'aide sociale, ces personnes accumulent des dettes, notamment de loyer et d'assurance maladie.

Même si les autorités ont donné des assurances sur le fait que le recours à l'aide sociale pendant la pandémie ne sera pas retenu contre le renouvellement de leur permis, force est de constater que cette information n'est en partie pas arrivée à ses destinataires ou qu'elle ne leur inspire pas suffisamment confiance.

LE VICE EST DANS LA LOI

Cette forte réticence à demander de l'aide publique a certainement plusieurs causes. L'une d'entre elles tient notamment dans le fait que ces personnes ont appris à se débrouiller seules lorsqu'elles vivaient dans la clandestinité. Il est également vrai que nous avons tellement répété à nos consultants qu'ils ne devaient pas recourir à l'aide sociale que le message a été profondément intégré.

La première cause de ce non-recours réside cependant dans la Loi sur les étrangers elle-même. En effet, en ayant explicitement prévu qu'un recours à l'assistance était un motif de non-renouvellement de permis, voire d'expulsion, la loi a créé un système qui exclut *de facto* une grande partie de la population de l'aide sociale, alors même que les étrangers constituent la plus grande partie de la population pauvre.

GEL DES DOSSIERS

Les récentes garanties offertes par les autorités pendant la crise du Covid ne changeront rien au fait qu'actuellement, les permis des personnes à l'assistance ne sont pas renouvelés. L'Office cantonal de la population et des migrations (OCPM) les met simplement de côté en attendant une éventuelle amélioration de la situation.

Ce gel des dossiers, qui s'ajoute à un retard chronique de cet office, a pour conséquence que les personnes dont le permis est en attente de renouvellement, parfois pendant plus d'une année, ont beaucoup plus de peine à retrouver un travail, qui plus est dans un contexte de tension du marché de l'emploi. Car les employeurs se méfient d'une situation administrative peu claire.

Toutes les tentatives de lutter contre le non-recours aux prestations sociales, même menées de bonne foi par les autorités, se heurtent à ce simple constat : avoir fait de l'absence d'aide sociale une condition du renouvellement des autorisations de séjour est en contradiction flagrante avec l'idée que l'aide sociale doit être ouverte à tous ceux qui en ont besoin.

Rémy Kammermann



(+) UN GUICHET D'INFORMATION POUR LUTTER CONTRE LE NON-RECOURS

Au-delà de l'urgence, acteurs publics et privés cherchent à tirer les leçons de la crise née de la pandémie. Parmi les observations faites sur le terrain s'impose encore et toujours la problématique du non-recours aux prestations. Phénomène multifactoriel largement étudié à Genève et relevé depuis longtemps par les associations, dont le CSP, le non-recours a été amplifié par la crise.

Porté par plusieurs partenaires publics et privés, le Bureau d'information sociale (BIS) est le fruit de cette observation. Né en novembre 2020, ce projet-pilote a été prolongé jusqu'à la fin du mois de juin 2021. Les professionnels du CSP y participent en rotation avec d'autres acteurs du terrain social.

Chaque semaine, le BIS accueille une cinquantaine de personnes, venues le consulter pour des questions financières, de logement, d'endettement ou encore de recherche d'emploi. Un appui psychologique leur est proposé par une intervenante de l'AGPsy (lire notre interview en p. 3 de ce journal).

Cette fréquentation importante démontre le besoin d'une telle permanence de premier recours. Disposant d'une écoute et d'une information de base, les personnes sont ensuite réorientées vers les différents organismes d'action sociale : à ce jour, 30 % d'entre elles ont pu être dirigées vers l'Hospice général et 30 % vers le secteur associatif.

Carine Fluckiger

(ACTUALITÉ) INAUGURATION D'UNE NOUVELLE RENFIL À TOURBILLON

Cet été, la brocante de Plan-les-Ouates emménage à l'espace Tourbillon. Le CSP inaugure ainsi le 28 août prochain une des plus grandes brocantes caritatives de Suisse.

Avec 2250m² de surface de vente et 1200m² d'ateliers, la nouvelle brocante à Tourbillon vise à créer un espace vivant dans lequel il fera bon flâner. Ce tiers-lieu de mixité sociale permettra de tisser des liens et de créer de nouveaux circuits de formation pour les personnes en réinsertion. Expositions temporaires et événements émailleront le calendrier annuel pour rappeler le rôle central d'une telle brocante dans l'économie circulaire et solidaire locale.

La revalorisation des objets fait partie intégrante de la démarche. Grâce aux ateliers de décoration, de couture et d'électronique, les anciens objets sont récupérés et transformés. Pour le public, c'est



l'occasion de s'équiper d'articles de qualité à bas prix et d'acquérir des pièces 100 % uniques.

Tourbillon est une expérience-pilote en matière de synergies des entreprises sociales. Ce nouveau pôle réunira des organisations qui, depuis plusieurs années, travaillent au développement de projets collectifs et de partage de compétences, générant de l'innovation. Dès janvier 2022, neuf entreprises sociales, partageant des valeurs

et une vision communes, seront réunies sur le site de Tourbillon.

L'inauguration de la nouvelle Renfile le samedi 28 août – avec une prolongation le 4 septembre – promet de nombreuses surprises pour les petits comme pour les grands. Chasse aux trésors, exposition, jeux et concerts sont au programme. Nous vous attendons nombreux !

Amandine Buisson

› **Rendez-vous sur**
www.renfile.ch

(SOUTENIR LE CSP) OFFREZ UN LOT DE TOMBOLA !

Vous souhaitez soutenir d'une manière originale le CSP et le commerçant de votre choix par la même occasion ?

Chaque année, le CSP organise une tombola pour soutenir ses services de consultation gratuits.

Cette année, nous aimerions innover en vous proposant de nous faire don d'un lot pour notre tombola, dont les billets seront en vente à l'automne.

Intéressé-e ? Dans ce cas, vous pouvez nous faire don d'un bon ca-

deau (d'une validité d'au moins un an) – par exemple auprès d'un restaurant, d'une salle de concert ou de tout autre commerce de proximité que vous aimeriez soutenir en ces temps de crise.

Comment procéder ?

- › Faites vos emplettes auprès de votre commerçant préféré.
- › Avant le 15 juillet, communiquez-nous la nature et la valeur exacte de votre lot par mail : info@csp-ge.ch
- › Indiquez dans votre mail votre nom et vos coordonnées afin que nous puissions vous remercier et organiser le retrait de votre lot.

Nous nous réjouissons d'avance de vos idées et votre solidarité ! Un tout grand merci.

Carine Fluckiger

(IMPRESSUM)

Edition genevoise

Centre social protestant Genève
Rue du Village-Suisse 14
CP 171
1211 Genève 8
T 022 807 07 00
info@csp-ge.ch
CCP 12-761-4
IBAN
CH41 0900 0000 1200 0761 4

Tirage

4600 exemplaires

Rédactrice en chef

Carine Fluckiger

Impression

PCL Presses centrales SA

Ont collaboré à ce numéro

Alain Bolle (directeur),
Amandine Buisson (Renfile),
Rémy Kammermann
(Service juridique),
Astrid Maury (Communication).

Conception et réalisation

www.buxumlunic.ch

(ADRESSES)

LA BOUTIQUE EAUX-VIVES

Rue de la Mairie 15
T 022 736 45 81

LA BOUTIQUE PÂQUIS

Rue du Môle 1
T 022 731 65 41

LA BOUTIQUE JONCTION

Bd Carl-Vogt 34
T 022 328 22 04

LA BOUTIQUE PLAINPALAIS

Rue de Carouge 37
T 022 329 32 50

LA RENFILE MEYRIN

Rue Alphonse-Large 19
T 022 341 13 02

LA RENFILE PLAN-LES-OUATES

Chemin de la Cartouchière
T 022 794 55 40

